

« Les choix nous appartiennent »

Pourfendeur des climatosceptiques, le climatologue américain Michael Mann se qualifie d'« optimiste obstiné ». Il alerte sur l'importance de la prochaine décennie.

ENTRETIEN

MICHEL DE MUELENAERE

Dans le « milieu », c'est une de ces sommités à côté desquelles on apprécie d'être photographié. Le climatologue américain Michael Mann qui a été fait docteur honoris causa de l'UCLouvain coche toutes les cases : éminence scientifique, auteur à succès, communicateur hyperactif sur les réseaux sociaux, conseiller des plus grands, soucieux de mettre la science à hauteur d'homme... C'est lui, dit-on, qui a servi à dessiner le personnage principal du film *Don't look up*. Tout cela avec une modestie souriante dont il ne semble jamais se départir. On pourrait pourtant comprendre qu'il bouillonne face à la lenteur de l'action climatique.

Pendant longtemps vous avez combattu les climatosceptiques. Vous le faites encore. Désormais, alors que la science a partie gagnée, d'autres menaces planent : certains cherchent à diviser le public, d'autres veulent retarder l'action pour le climat ou la dévier, des catastrophistes affirment que tout est perdu... Après tant d'années, voyant la lenteur de l'action politique, quel est votre état d'esprit ?

Je me décrirais comme un optimiste obstiné ! Nous assistons, maintenant, avec la guerre que mène la Russie en Ukraine, à un rappel parfait des véritables dangers de notre dépendance aux énergies fossiles et de ses coûts cachés. Notre addiction a contribué à soutenir le gouvernement autoritaire d'un Etat pétrolier. Le conflit est un énième rappel des enjeux. Il y a une urgence sans précédent, cela ne fait aucun doute.

Mais les nouvelles ne sont pas bonnes...

Vous savez, c'est la question du verre à moitié plein ou à moitié vide. Bien sûr, il suffit d'écouter les nouvelles pour être déprimé concernant l'état du monde. C'est clair. C'est facile d'être envahi par tout cela, y compris en matière de climat. Ici en Belgique, vous avez été durement frappé par les effets du réchauffement. Mais ce qu'il faut, c'est agir. Réduire nos émissions rapidement et drastiquement. C'est toujours possible. Nous n'avons pas encore épuisé tout notre budget carbone. Au point où nous en sommes, les obstacles ne sont pas physiques ou technologiques, ils sont uniquement politiques. Aussi longtemps que c'est le cas, il y a une issue. En réalité, les choix nous appartiennent.

Les scientifiques du Giec estiment qu'il nous reste trois ans pour stabiliser les émissions de gaz à effet si on veut maintenir l'élévation de la température à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. C'est encore possible, selon vous ?

Je le pense. Les émissions sont en train de se stabiliser. Mais ce qui m'inquiète plus, c'est la décennie qui vient, au terme de laquelle il faudra avoir réduit nos émissions de 50 %. Et on n'y arrivera pas avec la capture et le stockage du carbone ; il faut une transition radicale, l'abandon des énergies fossiles. Voilà ce qui est en jeu.

Vous êtes critique à l'égard des techniques de capture et de stockage du

L'Inde et le Pakistan sur le grill

On a mesuré jusqu'à près de 46 °C à Delhi et au Rajasthan (nord-ouest) et 50 °C à Jacobabad (Pakistan), jeudi. Ces chaleurs extrêmes devraient durer au moins deux semaines. En 2015, une vague de chaleur similaire avait entraîné la mort de 4.500 personnes en Inde et au Pakistan. Les scientifiques attribuent ces épisodes au changement climatique.



© EPA

carbone. Pourtant, le Giec juge qu'elles seront indispensables pour arriver à la neutralité carbone en 2050...

Il est possible qu'on ait besoin de certaines de ces technologies pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici le milieu du siècle. Mais nous disposons déjà aujourd'hui de technologies éprouvées à large échelle dans les renouvelables. Nous disposons de techniques pour décarboner et réduire les émissions. Il faut se concentrer sur cette tâche plutôt que de parler d'outils qui pourraient servir dans des décennies. Cela donne aux pollueurs une excuse pour continuer. On le voit : certaines entreprises dans le secteur fossile disent aujourd'hui : « Nous sommes heureux de faire partie de la solution. Nous allons investir dans la capture et la séquestration du carbone. » Cette voie est un cadeau pour l'industrie des fossiles. Certains de nos collègues sont malheureusement naïfs en acceptant ces choix.

On suppose que la géo-ingénierie, ces techniques de modification artificielle du climat, n'est pas votre tasse de thé...

Je préférerais prendre du soufre dans cette tasse ! Au moins la capture et la séquestration du carbone tentent de résoudre le problème à sa source. La géo-ingénierie est un chemin encore plus dangereux. Elle pourrait facilement aggraver le problème.

Peut-on s'extraire des énergies fossiles sans dévaster l'économie ?

On ne peut se sevrer immédiatement et atteindre des émissions nulles sur un claquement de doigts. Ce serait un choc économique majeur. Mais nous disposons déjà aujourd'hui de la technologie dans les énergies renouvelables nous permettant de réduire nos émissions de 50 % au cours de cette décennie. Cela peut se faire si nous mettons en place les incitants économiques adéquats. Une fois de plus, les obstacles sont politiques...

Et financiers ? Ça va coûter de l'argent...

Nous payons bien plus pour les dégâts dus au réchauffement. Il faut juste établir les comptes correctement. Si nous

le faisons, nous verrions qu'agir coûte bien moins cher que de ne rien faire.

La transition pourrait-elle nuire aux plus pauvres ? Il faut éviter que les personnes les moins favorisées soient laissées de côté, au risque de les voir se soulever contre l'action climatique. Appelons-cela le syndrome « gilets jaunes »...

C'est exact : les actions de ceux qui se

soucient vraiment du climat ne suffisent pas. Cela

ne suffira pas pour réduire les émissions à un

niveau acceptable. Nous avons besoin que tout le

monde fasse des choix respectueux du climat.

Mais si les bons incitants sont mis en place, on peut

arriver. On le voit en Californie où l'économie a

crû alors que baissaient les émissions de CO₂ et

que se réduisaient les inégalités économiques. En

Australie et au Canada, on a mis en place une

tarification du carbone progressive de sorte que les

travailleurs et communautés de première ligne

(indigènes, petits producteurs, communautés urbaines... NDLR) et les

personnes défavorisées, ont en réalité gagné parce

que leurs revenus leur ont été retournés en priorité.

Nous pouvons donc agir sans blesser les individus

et sans nous obliger à vivre comme des Spartiates. Il s'agit de mettre en place

les bons incitants. C'est là qu'on a besoin de politiques. L'action ne peut venir

uniquement des individus. Certains groupes de pression proches

des énergies fossiles déploient des efforts pour convaincre les progressistes

et les communautés de première ligne que la transition écologique va leur

nuire. Aux Etats-Unis, un mémo interne du groupe pétrolier Chevron a été

révélé, montrant que l'entreprise a em-



Au point où nous en sommes, les obstacles ne sont pas physiques ou technologiques, ils sont uniquement politiques

”

Mann, la star

Climatologue et géophysicien américain, Michael Mann, 56 ans, est directeur du Earth System Science Center de l'Université d'Etat de Pennsylvanie. Spécialiste des méthodes de reconstruction de l'évolution du climat, il est l'inventeur du fameux graphique de la « courbe de hockey » reconstituant l'évolution de la température au cours du dernier millénaire, relativisant notamment l'influence du petit âge glaciaire et de l'optimum médiéval – respectivement une période plus chaude et une période plus froide de notre histoire récente. Auteur de plusieurs livres – dernier en date : *The new climate war, how to take back the planet* (non traduit) – créateur du site realclimate.org, Michael Mann est devenu la bête noire des climatosceptiques anglo-saxons à qui il a rendu coup pour coup... M.D.M.

Quatre « villes climatiques » belges

Cent villes européennes participeront à la mission « 100 villes neutres pour le climat et intelligentes » d'ici à 2030, a annoncé jeudi la Commission européenne. Parmi ces villes : Anvers, Bruxelles, la Louvière et Leuven. La « mission » est dotée d'un montant total de 380 millions d'euros destinés à aider l'innovation à participer à l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2030. Les villes élues pourront bénéficier de conseils et d'une assistance sur mesure et de financements. Les villes vont élaborer un « contrat de ville climatique », comprenant un plan global pour la neutralité climatique dans tous les secteurs (énergie, bâtiments, gestion des déchets et transports) ainsi que des plans d'investissement connexes. Ce processus associera les citoyens, les organismes de recherche et le secteur privé, dit la Commission. A Bruxelles, c'est Innoviris, l'institut bruxellois pour la recherche et l'innovation, qui a coordonné la candidature régionale et qui va s'atteler au montage du « contrat de ville ». Pour la secrétaire d'Etat bruxelloise à la transition économique, Barbara Trachte (Ecolo), la désignation de Bruxelles est une reconnaissance officielle des « ambitions environnementales fortes de la Région bruxelloise ». M.D.M.